

## Faits marquants

Ce bulletin d'information, conforme à notre nouvelle charte graphique, vous présente des statistiques exclusives sur la garantie des salaires et les activités de l'AGS dans le cadre des procédures collectives. Les évolutions chiffrées sont indiquées sur 12 mois glissants, c'est-à-dire les 12 derniers mois arrêtés à la fin du 1er trimestre et du 2e trimestre 2013, afin de fournir des résultats qui tiennent compte des délais nécessaires à la transmission des informations entre les différents intervenants des procédures collectives et à leur enregistrement.

### Evolution à la hausse des interventions AGS

Dans un contexte de crise économique qui perdure, le nombre de défaillances d'entreprises continue d'augmenter, avec un net rebond au deuxième trimestre 2013 (Source Altarès). Cet état de la conjoncture actuelle se retrouve dans l'évolution des principaux indicateurs d'activité de l'AGS.

Le nombre d'affaires AGS ouvertes sur 12 mois glissants en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire augmente de façon modérée : +2,3% à fin mars 2013. A la vue des chiffres provisoires du deuxième trimestre 2013, cette tendance à la hausse devrait se confirmer et s'accroître. L'évolution sur 12 mois glissants du nombre d'interventions en procédure de sauvegarde est également orientée positivement (+19,4% à fin mars 2013).

L'augmentation du nombre de bénéficiaires de la garantie sur 12 mois glissants, débutée au premier trimestre 2012, se poursuit

de manière moins soutenue au premier trimestre 2013 avec +5,9% ainsi qu'au deuxième trimestre avec +2,9%.

### Poursuite de l'augmentation des avances sur 12 mois glissants

Le montant global avancé continue d'augmenter pour s'établir à pratiquement 2,1 milliards d'euros au 30 juin 2013 (sur 12 mois glissants), soit une évolution annuelle de +5,3%. Avec un montant récupéré de 722,3 millions d'euros sur les 12 derniers mois, les récupérations se sont accrues de +5,2%.

Dans ce contexte, le Conseil d'Administration de l'AGS du 2 juillet 2013 a maintenu le taux d'appel des cotisations à 0,30%.

Thierry Méteyé

Directeur national de la Délégation Unédic AGS

## Indicateurs

### Dépenses et encaissements de l'AGS

sur 12 mois glissants : du 1<sup>er</sup> avril 2012 au 31 mars 2013

Avances

2 092,1 M€

+5,3%

Récupérations

722,3 M€

+5,2%

Bénéficiaires

279 769

salariés

+2,9%

### Evolution des procédures collectives avec intervention de l'AGS

sur 12 mois glissants : du 1<sup>er</sup> avril 2012 au 31 mars 2013

Liquidations judiciaires

13 978

affaires AGS ouvertes

+3,7%

Redressements judiciaires

9 582

affaires AGS ouvertes

+0,5%

### Montant des cotisations

sur 12 mois glissants : du 1<sup>er</sup> avril 2012 au 31 mars 2013

Cotisations

1 394,9 M€

Taux de cotisation

0,30%

(depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011)

### Evolution des procédures de sauvegarde

sur 12 mois glissants : du 1<sup>er</sup> avril 2012 au 31 mars 2013

Sauvegardes

1 520

procédures

+12,7%

## Evolution du nombre d'affaires ouvertes au titre de la garantie AGS en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire

### Statistiques

Nombre d'affaires AGS ouvertes	Données au 1 <sup>er</sup> trimestre 2013						Données provisoires au 2 <sup>e</sup> trimestre 2013					
	Janv.	Fév.	Mars	Cumul		Evolution annuelle 12 mois glissants	Avril	Mai	Juin	Cumul		
				1 <sup>er</sup> trim. 2013	12 mois glissants					2 <sup>e</sup> trim. 2013	12 mois glissants	
Liquidation Judiciaire d'office	1 362	1 218	1 139	3 719	13 978	+3,7%	1 079	802	443	2 324	12 863	
Redressement Judiciaire	780	846	761	2 387	9 582	+0,5%	689	561	298	1 548	8 621	
<b>Total</b>	<b>2 142</b>	<b>2 064</b>	<b>1 900</b>	<b>6 106</b>	<b>23 560</b>	<b>+2,3%</b>	<b>1 768</b>	<b>1 363</b>	<b>741</b>	<b>3 872</b>	<b>21 484</b>	

Source. Délégation Unédic AGS (données arrêtées au 30 juin 2013).

**Champ.** Les statistiques sur les affaires ouvertes au titre de la garantie AGS une période donnée (trimestre ou année) concernent les entreprises défilantes pour lesquelles le jugement d'ouverture d'une procédure collective (liquidation judiciaire d'office ou redressement judiciaire) a été prononcé au cours de la période et qui ont fait l'objet d'une demande d'avance au 30 juin 2013. **Avertissement.** Ces statistiques sont susceptibles d'évoluer, essentiellement pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2013, en raison de la transmission des relevés de créance par les mandataires judiciaires à la Délégation Unédic AGS qui peut être postérieure à la date d'arrêt des données. Même si elles ne sont pas totalement figées, les évolutions fournies sur 12 mois glissants indiquent des tendances fiables.

### Faits marquants

#### Augmentation du nombre d'affaires AGS ouvertes sur 12 mois glissants

Le nombre d'interventions AGS en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire est orienté à la hausse avec une évolution annuelle de +2,3% à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2013.

Cette augmentation est plus prononcée pour les liquidations judiciaires dont la progression est supérieure de 3 points à celle des redressements judiciaires.

### Tendance

#### Vers une poursuite de la hausse du nombre d'affaires AGS ouvertes

Les chiffres provisoires du 2<sup>e</sup> trimestre 2013 (arrêtés au 30 juin 2013) indiquent un probable maintien de la tendance à la hausse du nombre d'interventions AGS en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire : 21 484 affaires ont déjà été ouvertes sur les 12 derniers mois, soit une hausse de +6,9% par rapport aux données provisoires des 12 mois précédents (chiffres arrêtés au 30 juin 2012).

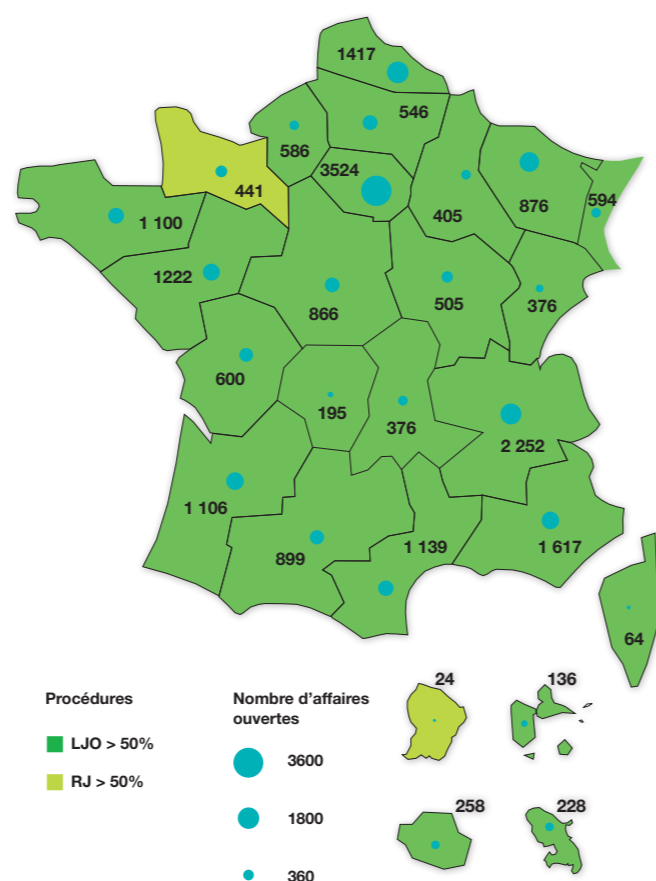
### Focus

#### 82% des procédures concernent des entreprises de moins de 10 salariés

A la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2013, 63,6% des affaires AGS ouvertes sur les 12 derniers mois concernent des entreprises de moins de 5 salariés et 18,4% des entreprises de 5 à 9 salariés. Les secteurs d'activité les plus représentés sur l'ensemble de ces affaires sont toujours le commerce, transports, hébergement et restauration, avec 35,3% des affaires, et la construction avec 27,4%.

### Cartographie régionale

#### Nombre d'affaires AGS ouvertes en RJ et LJO par région au 30 juin 2013 (sur 12 mois glissants)



Les régions où le nombre d'affaires AGS ouvertes sur les 12 derniers mois (données provisoires) est le plus élevé sont l'Île-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Nord-Pas-de-Calais. Par ailleurs, la proportion des liquidations judiciaires d'office est toujours prédominante dans une grande majorité des régions, à l'exception de la Basse-Normandie et de la Guyane qui ont une part de redressements judiciaires supérieure à 50% sur la période.

## Evolution du nombre de procédures de sauvegarde ouvertes et d'interventions AGS en procédure de sauvegarde

### Statistiques

Procédures de sauvegarde *	Données au 1 <sup>er</sup> trimestre 2013						Données provisoires au 2 <sup>e</sup> trimestre 2013					
	Janv.	Fév.	Mars	Cumul		Evolution annuelle 12 mois glissants	Avril	Mai	Juin	Cumul		
				1 <sup>er</sup> trim. 2013	12 mois glissants					2 <sup>e</sup> trim. 2013	12 mois glissants	
Procédures de sauvegarde *	139	119	162	420	1 520	+12,7%	167	120	97	384	1 551	
Dont interventions de l'AGS **	22	11	16	49	297	+19,4%	9	2	0	11	204	

Source. Délégation Unédic AGS (données arrêtées au 30 juin 2013).

**Avertissement.** Ces statistiques sont susceptibles d'évoluer en raison des délais suivants : \* la publication de la procédure de sauvegarde par le Greffe peut être postérieure à la date d'arrêt des données ; \*\* la conversion en redressement ou liquidation judiciaire et la transmission des relevés de créance par le mandataire judiciaire à la Délégation Unédic AGS peuvent être postérieures à la date d'arrêt des données. Même si elles ne sont pas totalement figées, les évolutions fournies sur 12 mois glissants indiquent des tendances fiables.

### Faits marquants

#### Hausse du nombre de procédures de sauvegarde sur 12 mois glissants

Avec une évolution annuelle de +12,7% à fin mars 2013, le nombre de sauvegardes est dirigé à la hausse. En parallèle, le nombre de ces procédures ayant fait l'objet d'une intervention de l'AGS s'est accru de +19,4%.

Sur les 49 interventions de l'AGS au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, 25 ont été réalisées pendant la période d'observation.

Les régions cumulant le plus grand nombre de procédures de sauvegarde ouvertes sur 12 mois glissants à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2013 sont la région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec 12,5%, Rhône-Alpes avec 11,8% et l'Île-de-France avec 9,7%.

### Tendance

#### Vers une poursuite de l'augmentation du nombre de procédures de sauvegarde

Au vu des chiffres provisoires du 2<sup>e</sup> trimestre 2013 (arrêtés au 30 juin 2013), le nombre de sauvegardes devrait continuer à augmenter : 1 551 procédures ont déjà été ouvertes sur les 12 derniers mois, soit une hausse de +11,4% par rapport aux données des 12 mois précédents (chiffres arrêtés au 30 juin 2012).

## Evolution du nombre de salariés ayant nécessité l'intervention de la garantie AGS et du nombre de licenciements

### Statistiques

Nombre de bénéficiaires de la garantie AGS	Avril	Mai	Juin	Cumul		Evolution annuelle 12 mois glissants
	26 350	20 354	21 929	2 <sup>e</sup> trim. 2013	12 mois glissants	
				68 633	279 769	+2,9%

Source. Délégation Unédic AGS.

Nombre de licenciements dans les affaires AGS	Janv.	Fév.	Mars	Cumul		Evolution annuelle 12 mois glissants
	9 858	10 583	10 664	1 <sup>er</sup> trim. 2013	12 mois glissants	
				31 105	126 587	+2,7%

Source. Délégation Unédic AGS (données arrêtées au 30 juin 2013).

**Avertissement.** Les statistiques sur le nombre de licenciements sont susceptibles d'évoluer en raison du délai d'établissement et de la transmission des relevés de créance par les mandataires judiciaires à la Délégation Unédic AGS qui peuvent être postérieurs à la date d'arrêt des données. Ces chiffres ne s'analysent définitivement qu'avec un recul de 6 mois minimum.

**Bénéficiaires :** salariés ayant reçu au moins un paiement au titre de la garantie des salaires au cours de la période de référence. / **Licenciements :** concernent les salariés ayant une date de rupture du contrat de travail (CDI ou CDD) dans la période de référence.

### Bénéficiaires

#### Hausse modérée du nombre de bénéficiaires

Depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2012, le nombre de salariés bénéficiaires de la garantie AGS n'a cessé d'augmenter de manière conséquente. Cependant au 30 juin 2013, cette hausse est moins importante avec une évolution de +2,9% sur 12 mois glissants contre +5,9% au 31 mars 2013 et +7,1% au 31 décembre 2012.

### Licenciements

Le nombre de licenciements est en augmentation de +2,7% sur 12 mois glissants à fin mars 2013.

## Les interventions AGS dans les procédures collectives ouvertes en 2012 pour des entreprises de moins de 5 salariés

### Panorama

#### Près de 2/3 des interventions ...

Une part importante des affaires ouvertes au titre de la garantie AGS se rapporte à des entreprises de moins de 5 salariés : au 31 mars 2013, cette proportion s'élève à 64,1% pour les affaires de 2012, contre 64,5% au 31 mars 2012 pour les affaires de 2011. En lien avec la hausse du nombre total d'interventions, le nombre de ces petites entreprises pour lesquelles l'AGS a effectué des avances est en augmentation de +4,3% entre 2011 et 2012.

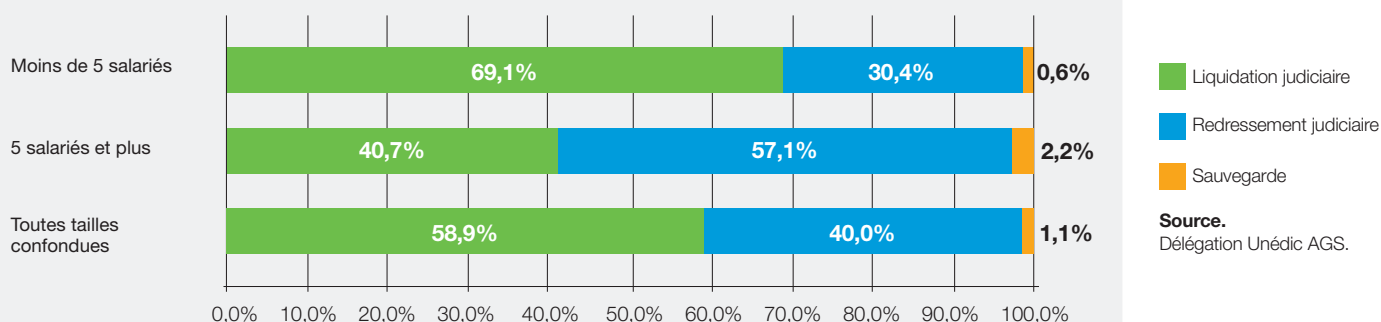
Le secteur d'activité le plus représenté est le commerce, transports, hébergement et restauration (39,2% contre 27,2% pour les affaires relatives à des entreprises de 5 salariés et plus) puis vient celui de la construction (27,0% contre 30,8% pour les affaires relatives à des entreprises de 5 salariés et plus). Les entreprises ayant moins de 5 ans d'existence représentent 53,7% des interventions, proportion supérieure à leur représentativité dans le total des affaires (48,7%), alors que la part des entreprises de 10 ans et plus s'élève à 20,7% (contre 26,6% pour l'ensemble des affaires). Il faut également noter que 74,4% de ces interventions portent sur des SARL (incluant les SARL unipersonnelles).

### Faits marquants

#### Plus de 2/3 des interventions AGS réalisées en liquidation judiciaire

Les affaires AGS ouvertes en 2012 pour des entreprises de moins de 5 salariés sont pour 69,1% d'entre elles des liquidations judiciaires, proportion très largement supérieure à celle calculée pour les affaires relatives à des entreprises de 5 salariés et plus (40,7%). Par ailleurs, 30,4% sont des redressements judiciaires et 0,6% des sauvegardes (contre respectivement 57,1% et 2,2%).

#### Répartition par stade d'ouverture et par taille des entreprises des affaires AGS ouvertes en 2012

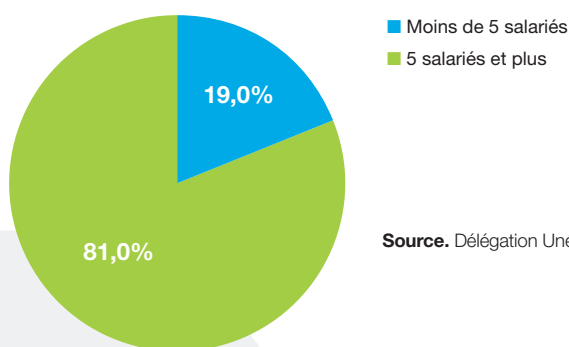


### A noter

#### ... mais moins de 1/5 des avances effectuées pour des affaires ouvertes en 2012

Au 31 mars 2013, le montant des avances effectuées dans les affaires AGS ouvertes en 2012 pour des entreprises de moins de 5 salariés s'élève à un peu plus de 245 millions d'euros, soit 19,0% du montant total des avances réalisées à cette date pour des procédures de 2012.

#### Répartition du montant avancé au 31 mars 2013 dans les affaires AGS ouvertes en 2012 en fonction de la taille des entreprises



Source. Délégation Unédic AGS

**Champ.** Ces statistiques concernent les entreprises défilantes pour lesquelles le jugement d'ouverture d'une procédure collective (liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ou sauvegarde) a été prononcé en 2012 et qui ont fait l'objet d'une demande d'avance au 31 mars 2013.